



**M**ONT  
**S**AINTE  
**O**DILE  
TOURISME

# **CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2026**

**Communauté de Communes des Portes de Rosheim**

---

**Office du Tourisme Intercommunal  
du  
Mont Sainte Odile**

Entre la **Communauté de Communes des Portes de Rosheim**, représentée par son  
Président, Monsieur Michel HERR,  
ci-après dénommée « **CCPR** »

**Et**

L'**Office de Tourisme Intercommunal du Mont Sainte Odile** représenté par son  
Président, Monsieur Claude DEYBACH,  
ci-après dénommé « **OTIMSO** »

**Il est convenu et arrêté ce qui suit :**

### **Préambule :**

Conformément à la loi n° 92-1341 du 23 décembre 1992, portant répartition des  
compétences dans le domaine du tourisme ;

Vu la délibération 2025-15 du conseil communautaire en date du 25/02/2025 ;

Vu les délibérations 2025-35 du conseil communautaire en date du 08/04/2025 ;

Vu l'arrêté préfectoral, en date du 18/01/2019, portant mise à jour des statuts de la  
CCPR ;

La Communauté de Communes des Portes de Rosheim confie les missions de service  
public d'accueil, d'information et de promotion touristique à l'Office de Tourisme  
Intercommunal du Mont Sainte Odile.

L'Office de Tourisme contribue à assurer la coordination des interventions des divers  
partenaires au développement touristique local, sur la totalité du territoire de la  
CCPR. En outre, il peut être consulté sur des projets d'équipements collectifs  
touristiques.

### **ARTICLE 1 : Objet**

La présente convention a pour objet de définir le cadre des missions confiées à l'Office  
de Tourisme Intercommunal du Mont Sainte Odile, les objectifs à atteindre dans le  
cadre de ces missions ainsi que les moyens mis en œuvre pour y parvenir.

### **ARTICLE 2 : Missions de l'OT communautaire**

L'Office de Tourisme Intercommunal du Mont Sainte Odile exerce les missions de  
service public d'accueil, d'information et de promotion touristique.

L'Office de Tourisme Intercommunal s'est vu classer par arrêté préfectoral en  
Catégorie I en date du 24 novembre 2023. Ce classement est prononcé pour 5 ans.

Il détient également la Marque Qualité Tourisme depuis le 5 mars 2024 pour  
l'ensemble de ses bureaux d'accueil. En 2026 l'OTI, s'est engagée dans une démarche  
de transition, vers le label Destination d'Excellence.

Dans ce cadre, l'OTI se voit confier le maintien de cette démarche qualité dans une logique de progrès permanents : poursuite de la politique stratégique et des objectifs de l'OTI, suivi des indicateurs et des procédures adaptées aux services et permettant d'assurer la continuité des prestations. L'OTI réunit en outre le « Groupe Qualité de Destination » pour améliorer les services offerts aux visiteurs sur son territoire de compétences.

### **Article 2.1 – Accueil des touristes**

L'OTI s'engage à accueillir toute l'année le public dans des locaux adaptés, directement accessibles aux personnes à mobilité réduite avec une exigence permanente de qualité du service rendu.

Il doit notamment :

- assurer un service permanent tout au long de l'année de réponse aux demandes en vis-à-vis ou à distance (courrier, courriel ...) ;
- tenir une information à jour sur les disponibilités en matière d'hébergement ;
- mettre en œuvre les services et prestations conformément aux exigences liées à son classement (boutique, vente diverses, billetterie...) ;
- gérer et développer un site d'accueil internet en 3 langues (français, anglais et allemand)

### **Article 2.2 – Information des touristes**

L'OTI a la charge :

- d'harmoniser les pratiques d'accueil sur le territoire,
- d'élargir la connaissance de l'offre touristique et patrimoniale locale ainsi que les services à l'ensemble des opérateurs et prestataires locaux ;
- de traiter, structurer et mettre à jour les informations ;
- de concevoir, réaliser, éditer et diffuser des documents d'accueil et d'information en 3 langues sur l'offre touristique locale et des supports marketing de produits de séjour ;
- de vendre des guides, des cartes touristiques et tout autre article touristique.

### **Article 2.3 – Promotion et coordination touristique**

L'OTI assure par tous les moyens la promotion touristique du territoire en coordination avec l'ensemble des acteurs touristiques locaux.

Il lui appartiendra de :

- définir une politique locale de marketing et de communication touristique (service de presse, de relations publiques, services de promotion ...)
- de renforcer l'identité et l'image du territoire
- de concevoir et diffuser des documents, brochures d'appui à la commercialisation d'offres touristiques locales
- de participer à des démarchages, workshops, salons et prospecter des professionnels
- assurer la promotion conjointe des diverses richesses culturelles, touristiques, évènementielles

- fédérer les prestataires et les impliquer dans la valorisation du territoire
- assister les porteurs de projets dans leur souhait de développement
- accompagner les prestataires dans l'obtention de labels et marques qualité – ex : Marque « Accueil vélo », « Chambre d'hôte référence », « meublé de tourisme »....
- Assurer l'accueil, l'information et la sensibilisation des hébergeurs à la Taxe de séjour intercommunale, notamment sur son champ d'application et de l'utilisation de la plateforme de télédéclaration (hors perception)
- Gérer l'enregistrement des nouveaux hébergeurs et actualiser les données les concernant sur la plateforme dédiée à la taxe de séjour, hors mission de collecte.

#### **Article 2.4 – Développement touristique**

L'OTI formulera toute proposition en matière de schéma de développement touristique à l'échelle communautaire de même que toute suggestion dans le cadre de partenariats avec les acteurs touristiques voisins.

Il exercera un rôle de conseil auprès de la CCPR pour des projets d'aménagement et d'équipement collectifs en matière touristique.

#### **Article 2.5 – Animation touristique ponctuelle**

L'OTI pourra être chargé par la CCPR de la coordination de l'organisation d'animations ou de manifestations d'intérêt communautaire. Dans ce cadre, il sera appelé à apporter un appui-conseil aux prestataires et aux élus dans la mise en place de programmes d'animations répondant aux attentes du public et d'apporter un appui logistique aux organisateurs locaux.

Par ailleurs, il participera à la mise en valeur du patrimoine local par la mise en place d'itinéraires de découverte patrimoniaux et historiques, de visites guidées, de chasses aux trésors, etc.

Il animera également les réseaux de prestataires autour d'opérations de valorisation de la gastronomie locale.

Il participera au réseau constitué dans le cadre de la démarche d'élaboration d'une stratégie touristique à l'échelle du périmètre du PETR du Piémont des Vosges ; réseau dénommé « Club tourisme de savoir-faire ».

#### **Article 2.6 – Commercialisation des prestations et produits touristiques**

L'OTI pourra assurer, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires et, plus précisément, du code du tourisme, la commercialisation de prestations et produits touristiques sur le territoire de la CCPR.

L'action de commercialisation pourra se faire en partenariat avec les territoires et acteurs touristiques voisins.

#### **Article 2.7 – Observation et Veille touristique**

L'OTI transmettra chaque année à la CCPR les éléments d'information notamment statistiques sur la fréquentation touristique des différents sites, le développement et

la qualité des offres, le niveau de satisfaction des clientèles et de la consommation sur le territoire.

## **Article 2.8 – Missions complémentaires**

Au-delà des missions d'accueil, d'information et de promotion, la CCPR pourra confier à l'OTI des missions complémentaires. Ces missions feront l'objet d'un avenant à la présente convention.

## **ARTICLE 3 : Moyens mis à disposition de l'OTI**

### **Article 3.1- Subvention de fonctionnement**

Pour l'accomplissement de ces missions, la CCPR attribuera annuellement à l'OTI une subvention de fonctionnement.

Des crédits complémentaires pourront être prévus pour toute autre mission ponctuelle ou permanente confiée à l'OTI sous réserve de l'approbation du Conseil Communautaire. Cela fera l'objet d'un avenant à la présente convention stipulant la nature, la durée et le montant des crédits accordés.

L'OTI sollicitera toutes sources de financement extérieur pour optimiser les missions dans lesquelles il s'engage par la présente convention.

A cet effet, l'OTI lui présente une demande de subventions pour l'exercice suivant, accompagnée de son plan de financement des activités et de son budget dans lequel apparaît obligatoirement la participation financière intercommunale.

Le montant de cette subvention est fixé, pour l'année 2026, à 365 000 €. Ce montant pourra être révisé annuellement par le Conseil Communautaire dès lors que les circonstances le justifient.

L'aide de la Communauté de Communes des Portes de Rosheim sera créditée au compte de l'OTI, après signature de la présente convention, en :

- un premier versement en février 2026 sous forme d'acompte d'un montant de 50 % de la subvention soit 182 500 € ;
- un deuxième versement, en septembre 2026, correspondant au solde de la subvention soit 182 500 € sur présentation de l'état prévisionnel des actions et dépenses de l'exercice concerné.

Conformément à l'article L1611-4 du CGCT, le dernier versement de la subvention de l'année N pourra être réajusté le cas échéant pour tenir compte des résultats de l'année N-1.

### **Article 3.2- Locaux**

Le siège de l'OTI est basé dans la Maison Intercommunale du Tourisme, sise 94, rue du Gal de Gaulle à Rosheim.

Par ailleurs, un bureau d'information touristique est ouvert à Ottrott dans des locaux, sis 46 rue principale, mis également à disposition de l'OTI gracieusement.



### **Article 3.2.1 : Mise à disposition de bâtiment et du matériel.**

La Communauté de Communes des Portes de Rosheim met à la disposition gratuite de l'OTI, la Maison Intercommunale du Tourisme, les locaux sus désignés à Ottrott et l'ensemble des biens immeubles par destination.

La CCPR met à disposition de l'association l'ensemble du matériel informatique, acquis en 2025 pour un montant de 12 186.50 € TTC + main d'œuvre s'élevant à 4 536 € TTC ainsi que les bornes numériques achetées en 2018 pour un coût de 52 605.60 € TTC et remplacées partiellement pour un coût de 3606.60 € TTC.

Des provisions pour renouvellement du parc informatique seront constituées à compter de cette année par l'OTIMSO étant convenu que la CCPR ne prendra plus en charge l'investissement lié aux installations informatiques à l'exception du remplacement des bornes numériques (dans les bureaux de Rosheim, Ottrott et au Mont Ste Odile.

Les bâtiments ne pourront être utilisés que conformément à l'objet de la présente convention.

### **Article 3.2.2 : Désignation des bâtiments.**

La présente convention de mise à disposition des bâtiments résulte d'un droit d'occupation, non d'un bail. Le présent contrat étant conclu *intuitu personae*, l'OTI renonce expressément à se prévaloir du statut des baux commerciaux et/ou prétendre posséder un fonds de commerce.

Par ailleurs, l'OTI, qui en informera la Communauté de Communes des Portes de Rosheim, pourra également autoriser l'occupation temporaire des surfaces du bâtiment à tout organisme ayant vocation à répondre aux objectifs visés par l'OTI.

### **Article 3.2.3 : Etat des lieux des bâtiments**

La Communauté de Communes des Portes de Rosheim délivrera les locaux en parfait état d'usage.

### **Article 3.2.4 : Maintenance des bâtiments.**

La Communauté de Communes des Portes de Rosheim s'engage à prendre en charge les contrats de maintenance relatifs aux portes automatiques, au chauffage, à l'ascenseur et assurera le contrôle électricité.

### **Article 3.2.5 : Entretien du bâtiment.**

L'OTI s'engage à prendre en charge les frais d'eau, d'électricité, de chauffage et de nettoyage des locaux mis à disposition.

### **Article 3.2.6 : Occupation-jouissance.**

L'OTI ne pourra faire, ni laisser rien faire qui puisse détériorer les lieux mis à disposition et devra, sous peine d'être personnellement responsable, avertir la Communauté de Communes des Portes de Rosheim, sans retard et par écrit, de toute atteinte qui serait portée au bâtiment.

Les locaux de la Maison Intercommunale du Tourisme ne pourront accueillir, pour des raisons de sécurité, qu'un nombre limité de visiteurs à la fois (ERP catégorie 5 limité à 49 personnes). De même, les locaux à Ottrott, classés catégorie 5 (type L-S) ne peuvent accueillir que 19 personnes à la fois. A ce titre, l'OTI contrôlera l'accès au bâtiment.

L'OTI ne sera pas admis à apporter une quelconque modification à la destination des installations confiées sans l'accord préalable et exprès de la Communauté de Communes des Portes de Rosheim.

#### **Article 3.2.7 : Recettes.**

En contrepartie des charges supportées par lui, l'OTI encaissera les recettes liées à l'exploitation des installations mises à sa disposition.

#### **Article 3.2.8 : Responsabilité.**

L'OTI s'engage à prendre soin des locaux mis à sa disposition par la Communauté de Communes des Portes de Rosheim.

Toute détérioration des locaux provenant d'une négligence grave de la part de l'OTI devra faire l'objet d'une remise en état à ses frais.

Les locaux ne pourront être utilisés à d'autres fins que celles concourant à la réalisation de l'objet de l'OTI et de la présente convention, sans l'accord préalable des deux parties et le cas échéant des autorités administratives de tutelle.

#### **Article 3.2.9 : Assurances.**

La Communauté de Communes des Portes de Rosheim assurera l'ensemble du bâtiment et renonce à ce titre à un recours contre l'OTI, en sa qualité « d'occupante »

L'OTI s'engage, avant la prise de possession, à contracter toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et tous dommages aux biens mobiliers lui appartenant et notamment garantir la Communauté de Communes des Portes de Rosheim contre tous les sinistres dont elle pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui des usagers du local mis à disposition. Elle paiera les primes et cotisations des assurances de façon à ce que la Communauté de Communes des Portes de Rosheim ne puisse, en aucun cas, être inquiétée.

La preuve d'avoir satisfait à ces exigences sera fournie à la Communauté de Communes des Portes de Rosheim par la production d'une attestation du ou des assureurs, laquelle devra être produite à chaque date d'anniversaire du contrat d'assurance de ladite police.

### **Article 3.3- Moyens humains**

L'OTI assume la mise en œuvre et la gestion des moyens humains nécessaires à la réalisation de ses missions.

Une attention particulière sera portée à la professionnalisation des personnels afin d'optimiser les compétences et faire progresser les pratiques, les modes opératoires et les outils.

Il est rappelé que l'Office de Tourisme de catégorie I doit disposer d'une équipe renforcée (*une équivalence à 5 ETP est recommandée par Office de Tourisme de France*) ; il doit également déployer une promotion d'envergure nationale ou internationale dans un bassin de consommation.

Toute nouvelle embauche ayant une incidence sur le montant de la masse salariale, sera soumise au préalable à la CCPR

#### **ARTICLE 4 : Bilan et contrôle de l'activité**

L'OTI, dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre, devra :

- formuler sa demande de subvention au plus tard, avant le mois de novembre accompagnée d'un budget prévisionnel détaillé ;
- communiquer à la Communauté de Communes des Portes de Rosheim, au plus tard avant le 1<sup>er</sup> avril de l'année suivante, la date de l'arrêt des comptes, ses bilans et comptes de résultats détaillés certifiés du dernier exercice, le compte d'emploi de la subvention attribuée ainsi qu'un rapport annuel d'activité établi sur la base des objectifs fixés par la présente convention et permettant d'en évaluer le respect et un document prévisionnel précis concernant le futur exercice ;
- d'une manière générale, s'engager à justifier, à tout moment, sur demande de la Communauté de Communes des Portes de Rosheim, l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition.

Les dirigeants de l'OTI rencontreront, au moins une fois par an, les représentants de la Communauté de Communes des Portes de Rosheim, pour évaluer les conditions d'application de cette convention.

#### **ARTICLE 5 : Durée**

La présente convention est établie pour une durée d'un an avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2026, renouvelable expressément.

#### **ARTICLE 6 : Révision, résiliation et litiges**

La présente convention peut être révisée d'un commun accord à la demande de l'une ou l'autre des parties. La révision se fera par voie d'avenant.

La résiliation de la présente convention est possible à tout moment avant son terme à l'initiative de l'une ou l'autre des parties ou d'un commun accord entre elles par lettre recommandée avec AR avec préavis de 3 mois.

En cas de non-respect des clauses susvisées, chaque partie se réserve le droit de mettre fin à la présente convention.

Pour tout litige qui pourrait naître entre les parties quant à l'interprétation ou quant à l'exécution de la présente convention, les parties s'obligent préalablement à tout instant à trouver un accord amiable.

Dans le cas où aucune conciliation ne pourrait intervenir, le litige relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à ROSHEIM, le 17 février 2026.

**Le Président**  
Office de Tourisme Intercommunal  
du Mont Sainte Odile  
94 rue du Général de Gaulle F-67560 ROSHEIM  
Tél. +33 3 88 50 75 28  
**Claude DEYBACH**  
c.deybach@mso-tourisme.com  
www.mso-tourisme.com

**Le Président**  
de la CCPR  
**Michel HERR**